|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| |  |  |  | | --- | --- | --- | |  | | | | Bibliothèque nationale de France | | | | Maintenance des onduleurs d’éclairage de sécurité, de GTC et sûreté et de l’informatique de la Bibliothèque nationale de France  Site FRANCOIS-MITTERRAND, Paris 13ème  Site QUADRILATERE RICHELIEU, Paris 2ème  Site du CTL / CTLES, Bussy-Saint-Georges (Dpt 77) | | | | CCTP | | | | CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES | | | | Direction de l’administration et du personnel  Département des moyens Techniques | Division Maintenance Immobilière  Service Génie Electrique et Transports mécanisés | Auteur : DAP/DMT/DMI/GET  Référence : 26/12/2019 | | | |
| Bibliothèque nationale de France | | |
| Maintenance sur les équipements composant les installations de courant secouru des sites franciliens de la Bibliothèque François Mitterrand  Site FRANCOIS-MITTERRAND, Paris 13ème  Site QUADRILATERE RICHELIEU, Paris 2ème  Site du CTL / CTLES, Bussy-Saint-Georges (Dpt 77) | | |
| CCTP | | |
| CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES | | |
| Direction de l’administration et du personnel  Département des moyens Techniques | Division Maintenance Immobilière  Service Génie Electrique et Transports mécanisés | Auteur : DAP/DMT/DMI/GET  Référence : 13/02/2025 |

Sommaire

Contenu

[1 Objet du présent cahier des clauses techniques particulières. 4](#_Toc28333701)

[2 Normes et Règlements. 4](#_Toc28333702)

[3 Présentation des sites 4](#_Toc28333703)

[1. Bibliothèque François-Mitterrand (BFM) 4](#_Toc28333704)

[2. Bussy-Saint-Georges (CTL ET CTLES) 5](#_Toc28333705)

[3. Quadrilatère Richelieu 7](#_Toc28333706)

[4 Description des installations – périmètre technique. 7](#_Toc28333707)

[1. Site François-Mitterrand : 8](#_Toc28333708)

[2. Site du Quadrilatère Richelieu : 10](#_Toc28333709)

[3. Pour le site du CTL / CTLES : 10](#_Toc28333710)

[5 Consistances des prestations 10](#_Toc28333711)

[1. Consistance générale des prestations forfaitaires. 10](#_Toc28333712)

[2. Modalités générales d’exécution. 10](#_Toc28333713)

[3. Niveaux de prestation requis. 11](#_Toc28333714)

[6 Prestations de Maintenance préventive 12](#_Toc28333715)

[1. Maintenance préventive réglementaire. 12](#_Toc28333716)

[2. Consignations 12](#_Toc28333717)

[3. Maintenance « constructeur » et dépollution. 12](#_Toc28333718)

[7 Assistance. 12](#_Toc28333719)

[8 Prestations de Maintenance corrective 13](#_Toc28333720)

[1. Maintenance corrective forfaitaire. 13](#_Toc28333721)

[2. Traitement des réserves des contrôles techniques réglementaires (CTR) suite au passage de l’organisme de contrôles 13](#_Toc28333722)

[9 Gestion des fournitures et pièces. 13](#_Toc28333723)

[10 Prestations hors forfaits. 14](#_Toc28333724)

[11 Délais 14](#_Toc28333725)

[1. Définitions. 14](#_Toc28333726)

[2. Plages d’interventions. 16](#_Toc28333727)

[12 Contraintes d’intervention. 16](#_Toc28333728)

[1. Contraintes horaires. 16](#_Toc28333729)

[a) Site de BFM. 16](#_Toc28333730)

[b) Site Richelieu. 16](#_Toc28333731)

[c) Site de Bussy Saint Georges (CTL et CTLES). 16](#_Toc28333732)

[2. Contraintes communes 16](#_Toc28333733)

[a) Fermeture annuelle des sites publics : 16](#_Toc28333734)

[b) Contraintes sonores. 16](#_Toc28333735)

[13 Hygiène et sécurité 17](#_Toc28333736)

[3. Plan de prévention. 17](#_Toc28333737)

[4. Gestion des déchets. 17](#_Toc28333738)

[5. Protection des travailleurs contre l’amiante et le plomb 17](#_Toc28333739)

[14 Suivi Administratif et Technique. 17](#_Toc28333740)

[1. Etat des lieux 17](#_Toc28333741)

[2. Dossiers d’exploitation. 17](#_Toc28333742)

[3. Registre de maintenance. 18](#_Toc28333743)

[a) Registre du personnel. 18](#_Toc28333744)

[b) Classeurs programmes, gammes, et plannings annuels de maintenance. 18](#_Toc28333745)

[c) Registre des constats d'anomalies. 18](#_Toc28333746)

[4. Mise à jour des plans et schémas. 18](#_Toc28333747)

[5. Remise des documents en fin de marché. 19](#_Toc28333748)

[6. Rapports. 19](#_Toc28333749)

[a) Rapport d'activité trimestriel / Tableaux de bord. 19](#_Toc28333750)

[b) Rapport d’activité annuel / Bilan 19](#_Toc28333751)

[7. Traçabilité des prestations de maintenance. 19](#_Toc28333752)

[a) Maintenance préventive 19](#_Toc28333753)

[b) Maintenance corrective 20](#_Toc28333754)

[15 Organisation du prestataire 20](#_Toc28333755)

[1. Organisation et qualification des intervenants 20](#_Toc28333756)

[2. Organisation et qualification minimales attendues 20](#_Toc28333757)

[16 Moyens d’intervention. 20](#_Toc28333758)

[1. Outillages et matériels. 20](#_Toc28333759)

[2. Sujétions pour manutention et démontage d'organes. 20](#_Toc28333760)

[17 Glossaire 21](#_Toc28333761)

# Objet du présent cahier des clauses techniques particulières.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir les prestations relatives au marché de maintenance des onduleurs de la Bibliothèque nationale de France sur les sites suivants :

* Site Bibliothèque François-Mitterrand (BFM), quai François Mauriac 75013 Paris.
* Site de Bussy-Saint-Georges (BnF et CTLES), parc Gustave Eiffel, 14 rue Gutenberg 77600 Bussy-Saint-Georges.
* Site du Quadrilatère Richelieu, 58 rue Richelieu, 75002 Paris

Conformément à l’article 5 du CCAP, le présent marché est à obligation de résultats avec une mise à disposition de moyens humains minimum décrits à l’article 15 du présent CCTP.

De manière générale, les prestations attendues dans ce marché contiennent à minima :

* Les niveaux de maintenance de 1 à 4, tels que définis dans la norme AFNOR NF EN 13306 (indice de classement X 60-319) pour l’ensemble du périmètre couvert par le présent marché.
* La fourniture et l’acheminement par le titulaire de l’ensemble des accessoires et des équipements nécessaires à toutes les opérations de maintenances (préventives comme correctives) dans la limite de prix décrite au présent CCTP, sans notion d’obsolescence.
* La fourniture et l’acheminement par le titulaire de l’ensemble des matériels de manutention ou d’accessibilité (tel que des échelles, plates-formes individuelles roulantes légères, échafaudages mobiles ou fixes, nacelles etc.) de mesure ou de réparation. Le titulaire devra donc disposer de ses propres moyens pour l’exécution de son marché.

Si le matériel utilisé par le titulaire ne respecte pas les lois ou normes en vigueur, ou présente un risque pour l'utilisateur et/ou son environnement, la BnF se réserve le droit de suspendre l'intervention en cours, à la charge exclusive du titulaire, jusqu'au remplacement ou à la réparation du matériel défectueux.

Le titulaire devra prendre en compte les spécificités (IGH, ERP, Monuments Historiques, ICPE, etc.) et les contraintes de chaque site (plage d’ouverture, etc.) pour organiser et réaliser ses interventions.

# Normes et Règlements.

Les normes et règlements applicables au présent marché sont, de manière non limitative, ceux définies dans les documents contractuels.

# Présentation des sites

## Bibliothèque François-Mitterrand (BFM)

Le site François-Mitterrand de la Bibliothèque nationale de France a été construit en 1995 sur une emprise de 7,5 hectares, sur la rive gauche de la Seine, entre les ponts de Bercy et de François-Mitterrand. La totalité du site représente une surface utile de 364 000 m².

Le «Socle», classé ERP de 1ère catégorie, dans lequel sont notamment aménagés les lieux accessibles au public, est évidé dans sa partie centrale pour dégager un jardin en contrebas de 21m autour duquel s’organisent les salles de lecture.

Sur le socle, classées IGH, 4 tours de 22 niveaux sont érigées en superstructure en forme de L, marquant les sommets d’un rectangle de 373m x 144m. Elles sont reliées par des rues jardins situées au même niveau que les halls d’accueil (A1).

La Bibliothèque dispose de 2 entrées publiques sur l’esplanade. En raison de l’application du plan Vigipirate, une seule des 2 entrées est aujourd’hui accessible aux piétons ; l’entrée Est.

Deux grandes artères encadrent le site BFM : le quai François Mauriac et l’Avenue de France. Deux rues secondaires permettent l’accès à une voie de service accessible aux véhicules. Dissimulée dans le socle, elle borde la bibliothèque sur 3 côtés. L’entrée de cette voie se situe au niveau de la rue Emile Durkheim et la sortie au niveau de la rue Aron.

Toujours dans le socle, un parc de stationnement, réservé au personnel de la BnF, occupe 3 niveaux et comprend 401 places.

Le socle, de 7 niveaux (VS, L1 à L4, A1, A2 et PL) comprend les halls principaux, les salles de lecture, les restaurants, les auditoriums et salles de commission et environ la moitié des locaux à usage de réserve. Le PCSI 3, qui gère le SSI du socle est situé au niveau A2.

Sur les quatre tours IGH, chacune comprend un hall principal, 7 niveaux à usage de bureau, 11 niveaux à usage de réserve et 2 niveaux à usage technique, soit un total de 22 niveaux en superstructure par tour. Les PCSI 1 et PCSI 2, qui gèrent chacun 2 tours, sont situés dans le socle au niveau A2.

L’activité principale du site est de type S avec des activités annexes de types L, M, N, T, W, Y et PS.

Les tours IGH sont classées en activité principale W 2 et en activités annexes S et R. L’ensemble est aussi soumis au Code du Travail.

Le site est également soumis à la réglementation Installations Classées Pour l’Environnement (ICPE, décret n°2013-814 du 11/09/2013) pour certaines de ses installations ; groupes électrogènes (rubrique 2910) et équipements de charges/accumulateurs (rubrique 2925 [D]).

Le site abrite les départements de collections spécialisées. Il héberge également plusieurs associations ou institutions, et notamment la Bibliothèque de l’Institut National d’Archives (INA).

|  |  |
| --- | --- |
| Niveau A1 | Niveau L1 |
|  |  |

## Bussy-Saint-Georges (CTL ET CTLES)

Dans le cadre de son activité, la Bibliothèque nationale de France a fait construire en 1995, à une trentaine de kilomètres de Paris, le centre technique du livre afin de conserver et de traiter les collections d'imprimés et audiovisuels. Ce bâtiment dispense, en sus de son activité de stockage et de traitement, une assistance technique et scientifique pour d'autres institutions.

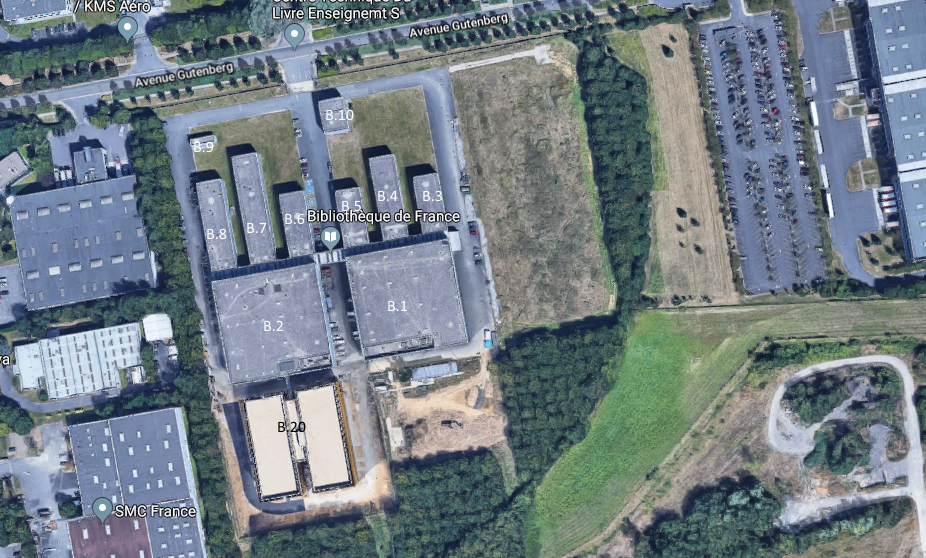
L’établissement est organisé en onze bâtiments répartis sur une surface de 65 300 m² dont 18 000 m² couvert. Le site n’accueille pas du public au sens de l’article R.123-2 du Code de la Construction et de l’Habitation et n’est donc pas un ERP.

Le site est également soumis à la réglementation Installations Classées Pour l’Environnement (ICPE, décret n°2013-814 du 11/09/2013) pour certaines de ses installations ; groupes électrogènes (rubrique 2910) et équipements de charges/accumulateurs (rubrique 2925 [D]).

Le centre technique du livre est occupé par deux exploitants différents :

* la BnF – Bibliothèque nationale de France
* le CTLES – Centre Technique du Livre de l’enseignement supérieur

La BnF est l’interlocuteur unique pour la sécurité et l’exploitation technique du site.



Une rue intérieure commune dessert les bâtiments 1 à 8 et les activités principales des 11 bâtiments de ce site sont :

Bâtiment 1 : BnF Conservation des imprimés «collections»

*RdC* : Arrivage / réception des monographies et des périodiques, réception, enregistrement, orientation des imprimés, tri et adressage des monographies, tri et adressage des périodiques, magasin grande hauteur des imprimés, stockage, local batteries, TGBT.

*Etages 1, 2 et 3* : Stockage des documents, conservation microformes, conservation des documents audiovisuels, salle informatique, local onduleur, locaux techniques, bureaux, local groupes électrogènes.

Bâtiment 2 : Centre Technique du Livre de l’Enseignement Supérieur

Stockage, bureaux, locaux techniques, sanitaires, TGBT.

Bâtiment 3 : Département de l’Audiovisuel

*RdC* : Bureaux, restauration et nettoyage des supports, locaux techniques.

*Etage 1* : Sauvegarde et transfert de support, sanitaires, stockage, locaux techniques.

Bâtiment 4 : Restauration

*RdC* : Ateliers Restauration papiers / reliures, stockage, bureaux, locaux techniques.

*Etage 1* : Restauration des reliures, laboratoire, stockage, atelier, locaux techniques.

Bâtiment 5 : laboratoire technique et scientifique – Centre de Documentation

*RdC* : Salle de documentation, infirmerie, sanitaire, bureaux, Locaux techniques.

*Etage 1* : Bureaux, laboratoire, locaux techniques, sanitaire.

Bâtiment 6 : Direction/Unité de Formation

*RdC* : Cafeteria, salle de conférences, locaux techniques, Atelier de maintenance, sanitaires.

*Etage 1* : Bureaux, locaux techniques, sanitaires.

Bâtiment 7 : Reproduction / Titrage

*RdC* : Transit, bureaux, traitement des périodiques et monographies, locaux techniques, salle de sports.

*Etage 1* : Microfilmage « prise de vue », stockage, laboratoire, locaux techniques.

Bâtiment 8 : Désacidification / Désinfection / Salle S.P.A.R / Intendance

*RdC* : Désacidification et renforcement, désinfection, salle S.P.A.R, locaux techniques.

*Etage 1* : Bureaux, locaux techniques.

Bâtiment 9 : Stockage de produits

Bâtiment 10 : Accueil

Logement, chaufferie, P.C de sécurité, E.D.F, compresseurs, sanitaires.

Bâtiment 20 : Centre technique du Livre de l’Enseignement Supérieur.

Stockage, bureaux, locaux techniques, sanitaires, TGBT, groupe électrogène.

## Quadrilatère Richelieu

Le site historique de la BnF, situé dans le 2ème arrondissement de Paris, occupe l'ensemble du Quadrilatère Richelieu délimité par les rues [des Petits-Champs](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Rue_des_Petits-Champs&action=edit), [Vivienne](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Rue_Vivienne&action=edit), [Colbert](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Rue_Louvois&action=edit) et [Richelieu](http://fr.wikipedia.org/wiki/Rue_Richelieu).

Le Quadrilatère est un établissement recevant du public de 2ème catégorie, de type principal S, avec des activités de type Y, L.

Plusieurs espaces de ce bâtiment sont classés, au titre des Monuments Historiques, d’autres inscrits à l’Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques.

Le Quadrilatère abrite des départements de collections spécialisées (Arts du Spectacle, Manuscrits, Estampes et Photographies, Cartes et Plans, Monnaies Médailles et Antiques) ainsi que la Salle Labrouste et le Magasin Central.

Il héberge également 2 autres institutions :

* La bibliothèque de l’Institut National de l’Histoire de l’Art (INHA). Celle-ci occupe, en plus de quelques bureaux, une grande partie de la Salle Labrouste et du Magasin Central.
* la bibliothèque de l’Ecole nationale des Chartes (BENC). Celle-ci occupe, en plus de quelques bureaux, une majeure partie de l’aile longeant la rue des Petits Champs.

La BnF est l’interlocuteur unique pour la sécurité et l’exploitation technique du site.

# Description des installations – périmètre technique.

Il est précisé que les prestations de maintenance s'appliquent à l'ensemble des installations décrites, y compris celles qui ne font pas l'objet d'une maintenance préventive, mais pour lesquelles une intervention corrective peut être nécessaire, afin de garantir le bon fonctionnement des installations.

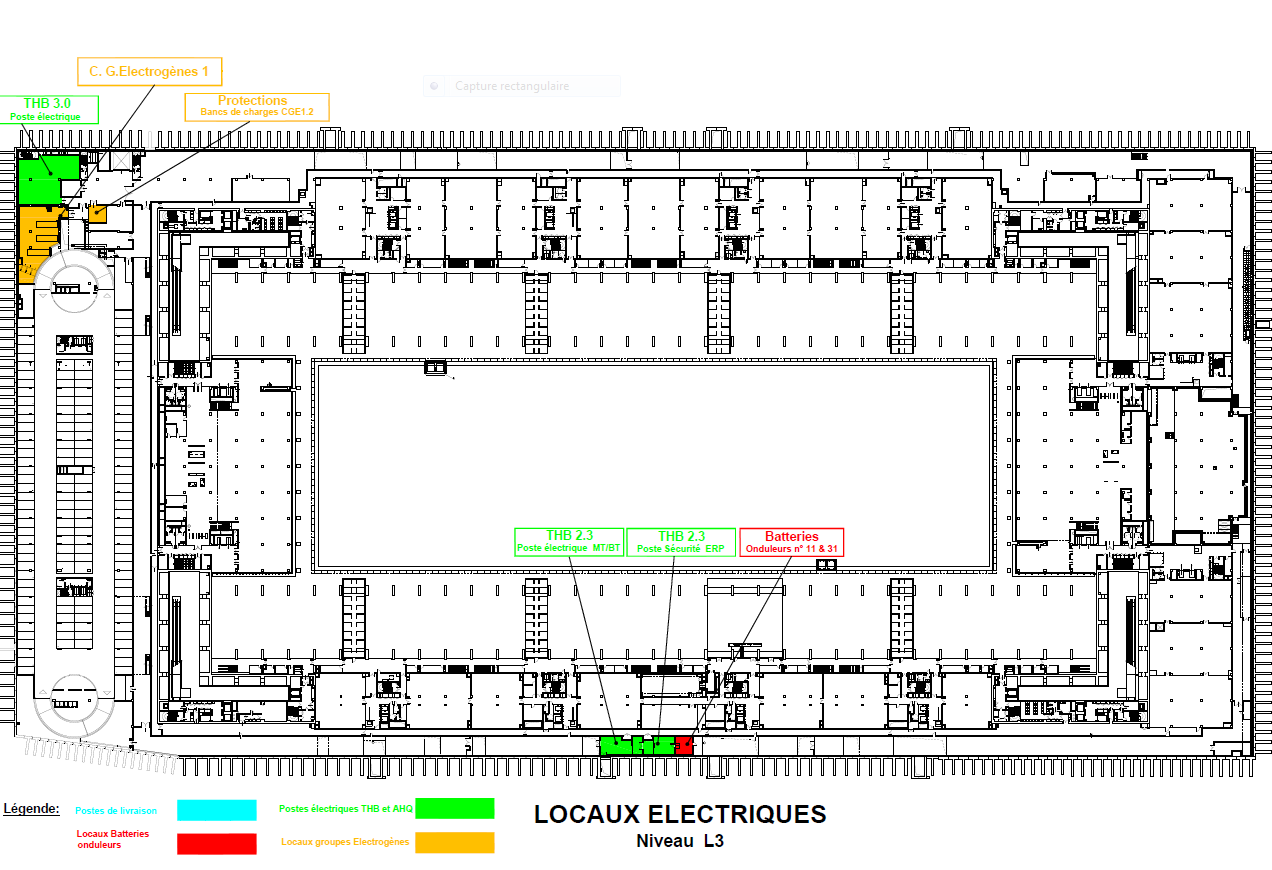
Pour chaque site, les installations concernées intégrées au périmètre du marché sont les suivantes :

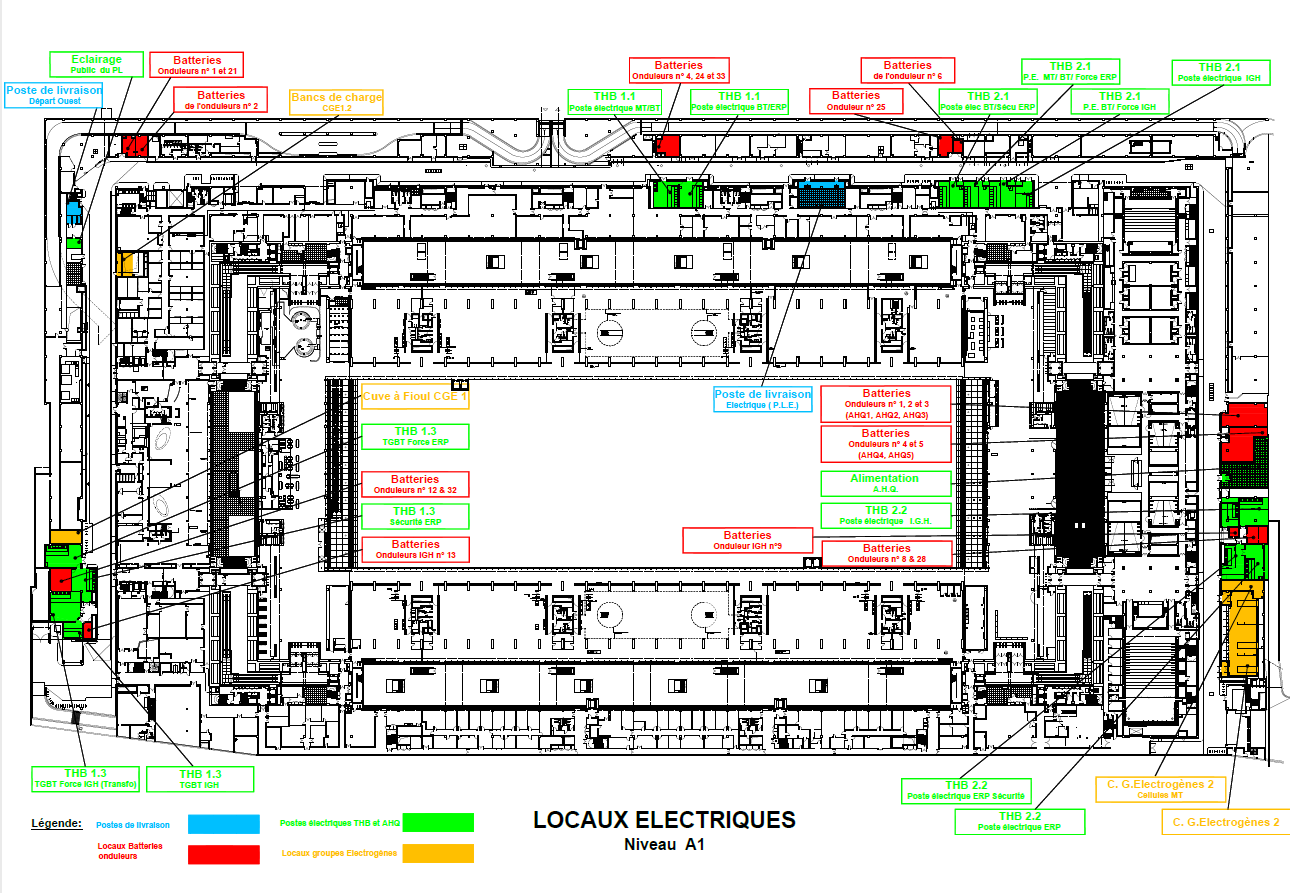
## Site François-Mitterrand :

Ce site comprend les équipements suivants :

* + Les onduleurs AHQ et leurs inverseurs de source
  + Les onduleurs d’éclairage de sécurité
  + Les onduleurs de GTC
  + Les onduleurs de Sûreté
  + Les inverseurs PCSI

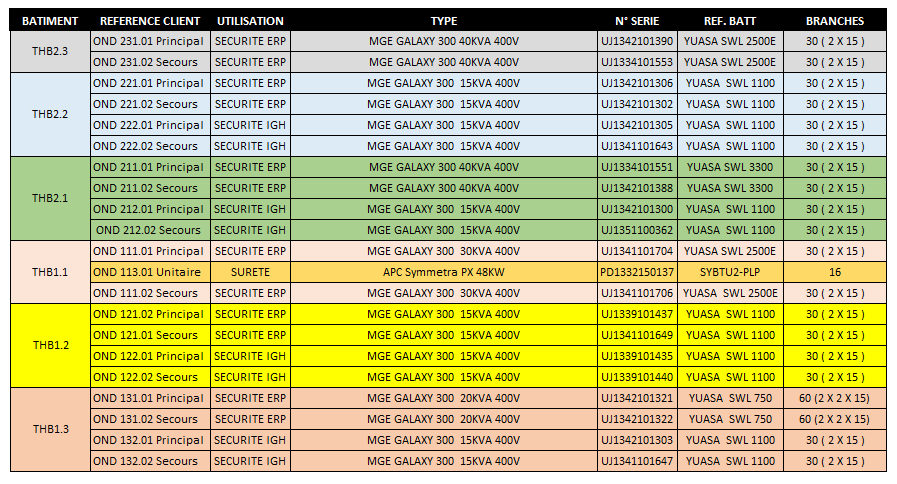
Ceux-ci sont localisés tel que décrits sur les plans ci-après :



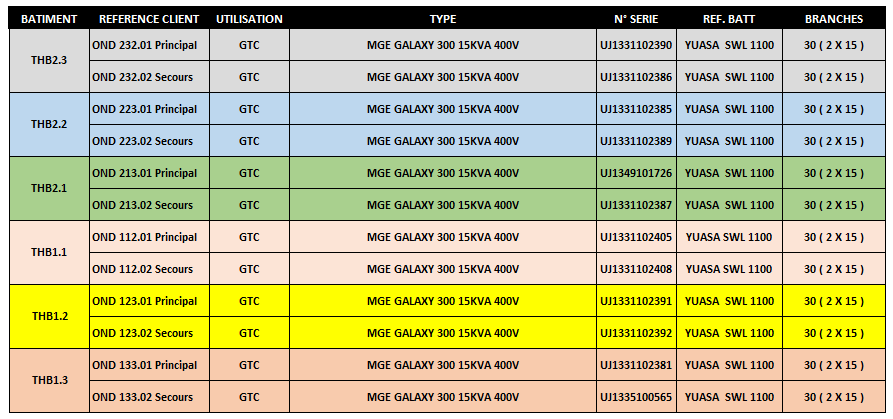


Afin de détailler plus le parc, le listing est mis à disposition ci-après.

* Onduleurs sécurité / sûreté :



* Onduleurs GTC :



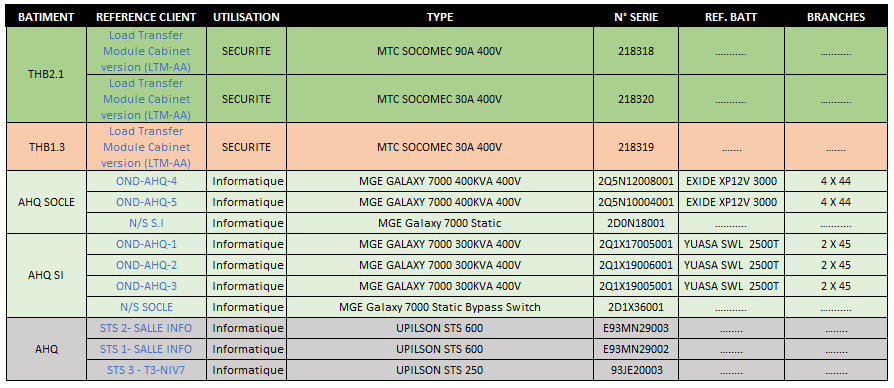
* Onduleurs AHQ et inverseurs de source sans coupure :

L’AHQ alimente :

* + Les salles informatiques
  + Les postes informatiques des tours et du socle

Les installations relatives à l’AHQ intègrent les installations suivantes :

* + 1 Chaîne de deux onduleurs de 400 kVA, d’une autonomie de 15 minutes, couplés en parallèle pour la salle serveur (Batteries plombs étanches installées en 2012) et 1 Inverseur "normal - secours" à contacteur statique 800 kVA
  + 1 Chaîne de trois onduleurs de 300 kVA, d’une autonomie de trente minutes, couplés en parallèle pour alimenter les postes informatiques du site (Batteries plombs étanches installées en 2004) et 1 Inverseur "normal - secours" à contacteur statique 1200 kVA
  + 3 STS triphasé :
    - Un système de transfert de charge sans coupure Schneider UPS calibre 3x250 A qui alimente le plateau informatique T3 niveau 7.
    - Deux systèmes de transfert de charge sans coupure de chez Schneider UPS calibre 3x600 A qui alimentent la salle machine E2L2.
    - 3 Inverseurs PCSI de marque SOCOMEC



## Site du Quadrilatère Richelieu :

Ce site comprend l’équipement suivant :

* 1 onduleur 125 kVA de marque LEGRAND.



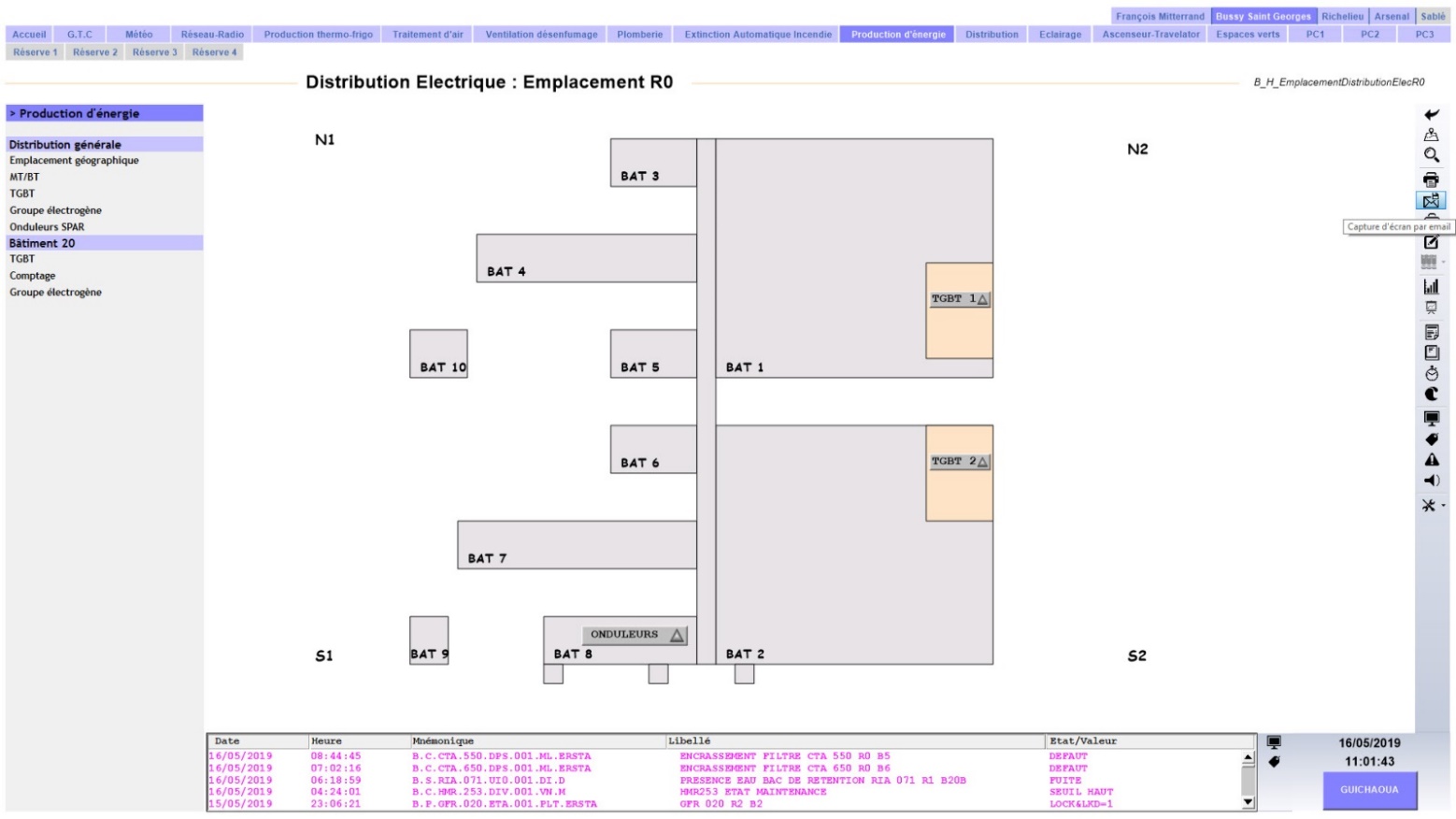
## Pour le site du CTL / CTLES :

Ce site comprend les équipements suivants :

* 2 onduleurs, d’une puissance de 200KVA chacun, de marque SCHNEIDER GVM, dans le bâtiment 8



Ceux-ci sont localisés tel que décrits sur le plan d’emprise ci-après :



Pour mémoire, la liste ci-avant, relative à la partie batterie, est fournie à titre purement indicatif. Il est précisé que l’ensemble des

batteries devra être remplacé dans le cadre d’un marché de travaux spécifique à prévoir.

Aucune exécution de ce remplacement n’est engagée dans le cadre du présent document. Les modalités et conditions de ce

futur marché feront l’objet d’une définition ultérieure.

# Consistances des prestations

## Consistance générale des prestations forfaitaires.

Dans le cadre de son mémoire technique, le candidat proposera l’ensemble des gammes complètes et le programme de maintenance nécessaires, conformément aux normes et à la réglementation en vigueur. Cela concerne l’ensemble du périmètre défini dans le présent marché.

Ces éléments seront adaptés par le titulaire pendant l’exécution du marché sur demande et/ou validation du responsable de l’exploitation.

## Modalités générales d’exécution.

L'ensemble des interventions devra être effectué sur les heures ouvrables de chaque site. Sur demande expresse de la maîtrise d’ouvrage, certaines prestations de maintenance seront effectuées hors plages ouvrables.

Il s'agit des :

* Maintenances correctives nécessitants des coupures électriques.
* Maintenances préventives à la demande du responsable de l’exploitation.
* Assistances telles que décrites dans le présent document.

## Niveaux de prestation requis.

Dans le cadre des prestations dues au marché, le titulaire assure sur l’ensemble de son périmètre les premières interventions (vérification présence tension, mise en sécurité électrique, premier diagnostic de panne).

Sur les installations relevant de sa responsabilité, dans le cadre du présent marché, le titulaire intègre à son forfait :

* La maintenance préventive.
* La main d'œuvre, y compris indemnité pour le travail dans des conditions particulières (nuit, dimanche, salubrité...),
* L'intervention de personnel agréé pour les équipements sous agrément constructeur.
* Les tests de fonctionnalité des capteurs et actionneurs GTC, conformément aux spécifications des gammes de maintenance, portent essentiellement sur les éléments dont les défaillances ne sont pas observables en exploitation normale, tels que les alarmes, les synthèses de défauts et les mesures. Ces tests sont réalisés dans le cadre d’opérations de maintenance préventive générale, en coordination avec les opérateurs GTC.

En cas de défaut constaté sur le report d’information vers la GTC d’une installation dont la maintenance relève du titulaire, celui-ci doit diagnostiquer l’origine de la défaillance (capteur, carte de communication ou câblage reliant l’automate AUT). Si la cause est identifiée comme étant le capteur ou la carte de communication, le titulaire procède à son remplacement (incluant pièces et main-d’œuvre) dans le cadre de son forfait. Si la défaillance résulte du traitement de l’alarme, le titulaire doit informer le responsable de l’exploitation, afin que l’entreprise en charge de la maintena4532nce du système GTC intervienne.

Les capteurs, actionneurs et carte de communication mis en œuvre devront répondre aux spécifications techniques définies par la GTC.

* L'ensemble des moyens (outillages, appareils de mesure, matériel de manutention et de levage) nécessaires aux prestations.
* L’assistance technique aux organismes de contrôles, aux entreprises amenées à intervenir sur les installations gérées par le titulaire et la participation aux essais annuels des centrales de groupes électrogènes.
* Les levées de réserves issues des contrôles techniques réglementaires ne relevant pas du vandalisme.
* Les frais de déplacements (intersites, astreinte, etc.).
* Les fournitures des pièces détachées et consommables.
* L’assistance technique générale à la maîtrise d’ouvrage pour toutes manœuvres jugées nécessaires à l’exploitation et l’amélioration des installations.
* La réalisation de rapports d’activité et la gestion des informations.
* La mise à jour des plans et de la documentation d’exploitation.

# Prestations de Maintenance préventive

## Maintenance préventive réglementaire.

Le programme et les gammes de maintenance annuelles représentent le minimum obligatoire de prestations que le titulaire doit réaliser, dans le cadre du forfait, pour concourir à la sécurité des usagers et des biens, soit à minima :

* Nettoyage,
* Contrôle de l’alimentation,
* Contrôle de l’intensité,
* Contrôle des tensions de sortie,
* Contrôle de la fréquence et des harmoniques,
* Contrôle des appareils de mesure (A/V),
* Contrôle nettoyage et graissage si nécessaire des bornes et éléments batteries,
* Vérification des reports GTC,
* Contrôle du temps de décharge batterie à la puissance nominale,

Il appartient au titulaire, en concertation avec le représentant de l'exploitation, dans les deux mois qui suivent la notification du marché, d’adapter le programme et les gammes de maintenance en fonction de la nature exacte des équipements et des paramètres de fonctionnement qui seront relevés lors des opérations.

Le cas échéant, il tire toutes les conséquences d’une évolution du programme sur les plannings décrits.

Le responsable de l’exploitation validera le programme dans un délai de 30 jours.

Pour les équipements sous agrément constructeur, le titulaire devra respecter les instructions du constructeur et s’assurer que seules des personnes agréées interviennent.

Chaque semestre, le titulaire pourra proposer des modifications au programme de maintenance, avec les justifications nécessaires. Après approbation écrite du responsable, le programme révisé sera mis en application immédiatement, avec les ajustements nécessaires en personnel et matériel.

En cas de non-respect des plannings de maintenance préventive en raison d’une insuffisance ou une absence du titulaire, des pénalités pourront être appliquées conformément au CCAP.

## Consignations

Ces consignations seront réalisées en respectant les procédures en vigueur dans l’établissement, en particulier l’élaboration de documents tels que l’attestation de consignation, l’autorisation de travail, etc. ; suivant le plan de prévention et les instructions permanentes de sécurité.

Les personnes exécutant ces consignations devront pouvoir justifier des habilitations requises selon la norme NFC 18-510.

## Maintenance « constructeur » et dépollution.

Le titulaire devra réaliser chaque année une opération de maintenance de niveau 2 ou 3, suivant les normes NFX 60-000 et NF EN 13306, sur l’ensemble des équipements qui lui sont attribués. Cette intervention devra être programmée pendant la période de fermeture pour les sites recevant du public.

En supplément de l’entretien de niveaux 2 ou 3 décrit précédemment, le titulaire assurera la réalisation d’une maintenance de niveau 4 (dite « constructeur ») ainsi qu’une dépollution de l’ensemble des appareils intégrés au parc sous sa responsabilité sur la durée totale du marché, à raison de 25% des équipements par an.

# Assistance.

Le forfait comprend l’assistance au représentant de l’établissement sur les points suivants :

* Les visites réglementaires effectuées par toute société de contrôle agréée. Le titulaire devra y assister, et effectuer les manœuvres que pourraient nécessiter ces opérations.
* Les visites ou essais qu'il convient d'effectuer pour améliorer les performances des équipements et la participation à l'analyse des résultats.
* L’information de l'établissement de tout changement ou de toute modification aux normes et réglementations diverses intéressant les équipements, ainsi que des incidences financières induites.
* La participation aux essais annuels des centrales de groupes électrogènes.
* La participation aux réunions de chantier, essais et réception de travaux réalisés par d’autres entreprises, concernant tout type d'équipement dépendant des installations gérées par le titulaire.
* La réalisation des campagnes de mesures et réglages demandés par le service Génie Electrique et Transports mécanisés de la BnF.

# Prestations de Maintenance corrective

## Maintenance corrective

Les prestations correctives comprennent l’ensemble des interventions nécessaires pour assurer la remise en état et le bon fonctionnement des équipements tel indiqués à l’article 1 du présent CCTP. Ces prestations s’inscrivent dans le cadre du forfait. Elles incluent la fourniture des pièces de rechange ainsi que la main d’œuvre.

## Le Contenu de la Maintenance corrective.

Les prestations de maintenance corrective :

* La main-d’œuvre et la fourniture des pièces détachées ou des équipements.
* La garantie d'une intervention conformément aux dispositions de l'article 1 et l’article 11.2 du CCTP.

Le correctif a pour origine possible :

* Un constat d’anomalie rédigé par le titulaire,
* Une demande d’intervention formulée par tout usager de l’établissement via la structure de la Vigie technique,
* Une demande spécifique formulée par l’un des représentants du service GET.

## La fin de la Maintenance corrective.

Il doit être réalisé conformément aux différentes clauses du présent marché, avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum la durée d'indisponibilité de l'installation, et en tenant compte de son degré d’urgence.

Le correctif sera, quel que soit le degré d’urgence, considéré comme terminé seulement si :

* L’équipement est dans un parfait état de fonctionnement et de propreté.
* Toutes les pièces défectueuses ont été remplacées ; lorsqu’une pièce défectueuse n’a pas pu être remplacée, toutes les dispositions de mise en sécurité nécessaires seront mises en œuvre. Le titulaire rédige, si besoin, un constat d'anomalie conformément aux dispositions de l'article 14.3.c du présent CCTP.

## Traitement des réserves des contrôles techniques réglementaires (CTR) suite au passage de l’organisme de contrôles

Au sein de la BnF, les observations émises par les bureaux de contrôles sont classifiées avec une criticité de 1 à 3, fonction de leur gravité (tableau ci-dessous).

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Gravité | | |
| Cotation | 1 | 2 | 3 |
| Principe d’application sur les installations électriques | Anomalie pouvant présenter un risque immédiat :   * De choc(s) électrique(s), * D’incendie consécutif à un échauffement anormal, * De chute d’un appareil | Anomalie touchant à l’ensemble des dispositions réglementaires concernant :   * La protection contre les chocs électriques, * La protection contre les surintensités * La protection du public et des occupants des IGH | Anomalie relative à la mise en œuvre et l’exploitation (identification, mode de pose, etc.) |

Le titulaire devra intervenir sous les délais ci-après, dans la mesure où l’anomalie relève de la maintenance :

* Gravité 1 : 24 h,
* Gravité 2 : 1 mois,
* Gravité 3 : 2 mois

Toutes les réserves issues des rapports de CTR devront avoir été levées à la date anniversaire de la visite du contrôle. Lors des réunions d’activités, l’état d’avancement, correspondant à minima à un foisonnement d’un douzième de levées des réserves transmises, sera systématiquement annexé au rapport.

Pour les cas particuliers, notamment ceux nécessitants des travaux lourds ou une programmation budgétaire ne permettant pas de tenir ce calendrier, un délai supplémentaire pourra être accordé après accord écrit du maître d’ouvrage.

Dans le cadre de l’optimisation de la prestation, le titulaire a pour obligation ; sauf anomalies liées à une vétusté avérée, et signalée à l’établissement, et sauf vandalisme, de s’assurer d’une diminution de 20% par an du nombre d’observations émises par le Bureau de contrôles.

A l’exception de l’année 1 du marché, le nombre de récurrences émises dans le cadre de ces mêmes rapports doit être ramené à 0, sauf demande explicite de la BnF sur des observations identifiées (gravité 3, mais ne dédouane pas le titulaire de l’obligation de conseil)

L’ensemble des éléments du présent article font l’objet d’une obligation de résultats. En cas de manquements, les pénalités correspondantes décrites à l’article 9 du CCAP seront appliquées.

# Gestion des fournitures et pièces.

Le titulaire est seul responsable de la gestion des pièces et fournitures qui sont dues au titre du présent marché.

Il ne pourra arguer du fait qu'il ne dispose pas des pièces et fournitures pour retarder une prestation due au titre du marché, que ce soit une prestation de maintenance préventive, ou corrective. La seule exception à cette règle concernera les pièces et fournitures en rupture de stocks chez les fournisseurs, si, préalablement, le titulaire en a informé par écrit le responsable de l’exploitation.

Les fournitures intégrées au marché concernent tous les consommables, fournitures, et pièces détachées nécessaires à l’exécution de la maintenance préventive et corrective.

Les pièces détachées mises en œuvre seront des pièces neuves d'origine, ou conformes aux spécifications du constructeur. Les Spécifications Techniques Détaillées (STD) des pièces détachées qui ne sont pas d'origine devront être soumises à l'approbation du responsable pour l’exploitation.

Le présent marché comprend l’obligation d’adopter des pratiques respectueuses de l’environnement dans la réalisation des prestations et à réduire l’impact écologique.

- Opter pour des matériaux éco-labellisés ou recyclés lorsque cela est possible.

Ces fournitures concernent notamment :

* Le matériel permettant d’exécuter les consignations (cadenas, dispositifs de balisage et de mise à la terre).
* Les accessoires de sécurité aux normes pour les consignations (gants, tapis d’isolation, éclairage de sécurité portable, etc.).
* Les fournitures consommables : les chiffons, huiles, peinture, pour reprises partielles...
* Étiquettes de date d'intervention sur chacun des composants remplacés lors des opérations de maintenance (étiquettes de couleurs différentes par année, avec mois et date de l'intervention).
* Les outillages légers ou lourds (y compris des outils améliorant la productivité).
* Les moyens d’accès à l’ensemble des équipements (échafaudages, nacelles, gazelles, etc.).

Tous les composants pour la maintenance devront être compatibles avec les installations existantes, conformes aux normes en vigueur, et soumis à la validation de la BnF.

# Prestations hors forfaits.

Les prestations suivantes sont exclues du forfait :

* Remplacement de matériel(s) suite à vandalisme,
* Permanences dans le cadre de manifestations (expositions, colloques, etc.).

# Délais

## Définitions.

Délai d’intervention et de diagnostic :

Il définit le délai maximum accepté par la BnF entre la transmission de la Demande d'Intervention (DI) et le début de l’intervention. Il sert à mesurer la réactivité du mainteneur ; notamment pour garantir la mise en sécurité des équipements. Il est défini selon le contexte de la défaillance.

Les origines possibles du délai d'intervention sont :

* La notification, par le responsable de l'établissement ou ses représentants, de la nécessité d'une intervention par le titulaire. Cette notification peut être faite oralement et devra être confirmée par la création d’une demande d’intervention ou un ordre de travail horodaté.
* Le constat par les équipes du titulaire de la nécessité d’une intervention, confirmée par la rédaction d’un ordre de travail horodaté.
* L'émission par la GTC d'une information concernant un défaut de fonctionnement (écart par rapport aux paramètres de fonctionnement, indisponibilité d'un équipement, ...), dans ce cas la notification sera faite par l’émission d’une demande d’intervention.

Durée d’intervention :

Temps réel écoulé entre le début de l'intervention et la fin d'intervention / diagnostic. Il sert à mesurer la réactivité du mainteneur notamment pour garantir la mise en sécurité des équipements. Il est défini selon le contexte de la défaillance.

L’ensemble de ces délais supposent la disponibilité immédiate des pièces ;

* Si les pièces sont dues au titre du présent marché, le titulaire est responsable de leur disponibilité.
* Si les pièces ne sont pas dues au titre du présent marché, la durée de dépannage reste inchangée si l'établissement est en mesure de fournir les pièces ou les consommables correspondants.

En cas de dépassement du délai global d’intervention et de dépannage le titulaire encourt les pénalités de retard prévues par l’article 9 du CCAP.

Tout délai supplémentaire, dû au fonctionnement de l'établissement, sera déduit de la durée d'intervention de dépannage.

Interventions urgentes.

Le degré d’urgence est relatif à la sécurisation des installations afin de préserver la sécurité des usagers et des biens.

Il appartient au responsable de l'exploitation de définir si une intervention doit être considérée comme urgente. Au-delà des demandes des référents du service GET, le titulaire est tenu d'exécuter, en urgence, les réparations sur les installations dont il a la charge et qui, faute d'intervention, mettraient en péril la sécurité des personnes et des biens. Cette obligation s’applique également lorsque le non-fonctionnement des équipements nuit à la bonne exploitation des sites de l’établissement.

Les interventions urgentes résultent :

* D'une anomalie de fonctionnement justifiant une intervention immédiate.
* Des constats effectués par le titulaire lors des visites préventives systématiques et des rondes techniques.
* Des constats de gravité 1 effectués lors des visites des bureaux de contrôles.

Interventions non urgentes :

Les interventions non urgentes résultent essentiellement :

* D’anomalies de fonctionnement ne mettant en péril ni les personnes ni les biens,
* D’une anomalie de fonctionnement n’affectant pas la continuité de service de l’établissement,
* Des constats effectués lors des visites préventives systématiques.
* Des constats effectués lors des visites des bureaux de contrôles.

## Plages et délais d’interventions.

Pour les interventions correctives, le titulaire s’organisera pour permettre une intervention 24h/24 dans un délai maximum défini par le tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Site | Délais et durées d’interventions | L | M | M | J | V | S | D |
| BFM  Richelieu | Délai d'intervention et de diagnostic : Intervention urgente | 2 heures | | | | | | |
| Délai d'intervention et de diagnostic : Intervention non urgente | 24 heures | | | | | | |
| Bussy-Saint-Georges | Délai d'intervention et de diagnostic : Intervention urgente | 4 heures | | | | | | |
| Délai d'intervention et de diagnostic : Intervention non urgente | 24 heures | | | | | | |
| Tous les sites | Durées d'interventions | * 1h : lorsque le dépannage concerne une manœuvre simple (exemple ré enclenchement d’un disjoncteur). * 2h : lorsqu'il n'y a pas de remplacement de pièces ou matériel, ou lorsque le remplacement de pièces ne nécessite aucun démontage ou remontage complexe. * 4h : lorsqu'il y a utilisation de pièces de rechange pour remplacement nécessitant démontage et remontage complexe. | | | | | | |

# Contraintes d’intervention.

## Contraintes horaires.

### Site de BFM.

Ce site est ouvert 7 jours sur 7,

* Du Lundi au Samedi de 8h00 à 20h00
* Le Dimanche de 12h00 à 19h00

Fermetures particulières :

* Fermeture du rez-de-jardin le Dimanche et le Lundi matin.
* Fermeture du haut de jardin le Lundi matin.

### Site Richelieu.

Ce site est ouvert au public 7 jours sur 7.

Les plages horaires de fonctionnement sont les suivantes :

* Du Lundi au Samedi de 8h00 à 20h00
* Le Dimanche de 10h00 à 19h00

### Site de Bussy Saint Georges (CTL et CTLES).

Ce site n’est pas ouvert au public.

Les jours et horaires de fonctionnement des espaces sont les suivants :

* Du Lundi au Vendredi de 8h00 à 19h00.

## Contraintes communes

### Planification des opérations de maintenance :

Le titulaire organisera les opérations de maintenance (préventives et correctives) à des horaires et des périodes de l'année qui n'affecteront pas le fonctionnement des bâtiments.

### Contraintes sonores.

Les prestations de maintenance n'affectant pas le fonctionnement des différents services, pourront s'effectuer dans la journée, sous réserve des contraintes acoustiques suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
| Type de Local | Limite du bruit de fond |
| Salles de lecture, carrousels, espaces de recherche | NR 30 |
| Salles de conférences | NR 30 |
| Salles Image et Son | NR 30 |
| Autres espaces | NR 35 |

# Hygiène et sécurité

## Plan de prévention.

Un plan de prévention sera établi par la BnF entre le titulaire et le représentant du Service Hygiène, Sécurité, Environnement (SHSE).

Dès notification du marché, le titulaire devra fournir à la BnF tous les documents nécessaires (habilitations, fiches des produits, etc.) à la rédaction de ce plan de prévention 7 jours avant l’Inspection Commune Préalable au Plan de Prévention (ICP).

Le titulaire devra respecter le règlement intérieur de l’établissement et les consignes d’hygiène et de sécurité définies dans le plan de prévention.

## Gestion des déchets.

En application de la loi n°92. 646.du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets, le forfait comprend également l'élimination hors site des consommables usagés et des déchets : huiles et filtres à huile, piles, lampes et batteries.

L'évacuation des déchets est à la charge de celui qui a fourni la pièce détachée, l'équipement ou le consommable en remplacement de ceux usagés. Le titulaire se conformera aux dispositions du plan d'élimination des déchets en vigueur dans l'établissement et effectuera le tri, le conditionnement sélectif des déchets.

Le titulaire précisera le mode opératoire envisagé pour l'élimination et/ou la valorisation de ses propres déchets.

Les certificats de suivi de destruction, seront fournis au maître d'ouvrage au fur et à mesure des évacuations (CERFA 07 0320 Arrêté du 04/01/1985 selon le décret relatif à l’environnement).

Le titulaire maintiendra les locaux techniques dans un état de propreté correct et veillera à l’évacuation systématique des déchets après chaque intervention.

## Protection des travailleurs contre l’amiante et le plomb

Dans le cadre des dispositions définies dans les décrets 96-97 et 96-98 du 7 février 1996 relatifs à la protection contre les risques sanitaires liés à une exposition ou à l’inhalation de poussières d’amiante, la BnF a conformément aux articles R1334-15 et R1334-25 du code de la Santé Publique, établie le Dossier Technique Amiante (DTA).

Ce dossier, inscrit au registre de sécurité, est consultable par toute personne, physique ou morale, appelée à réaliser des travaux dans l’établissement.

Le dossier comporte les indications suivantes :

* La localisation précise des matériaux et produits contenant de l’amiante.
* L’enregistrement de l’état de conservation de ces matériaux.
* Les consignes générales de sécurité à l’égard de ces matériaux.

# Suivi Administratif et Technique.

## Etat des lieux

Dans le cadre de son mémoire technique, le candidat a décrit les modalités envisagées pour la prise en charge et la réalisation de l’état des lieux des installations décrites dans le présent marché.

Ces éléments feront l’objet d’une validation préalable, lors de l’analyse de la candidature, et seront adaptés par le titulaire pendant l’exécution du marché sur demande et/ou validation de la maîtrise d’ouvrage.

Le titulaire devra exécuter, dans un délai maximum de 2 mois à compter de la notification, l’état des lieux des installations relevant de sa responsabilité.

Cet état des lieux servira de base, en complément de la documentation et des outils informatiques mis à disposition par la BnF, à la constitution des dossiers d’exploitation. Des devis de remise en conformité ou/et en état de l’installation devront nous être remis dans un délai de 1 mois.

En fin de marché, l’état des lieux devra être actualisé au plus tard 30 jours avant l’achèvement du marché.

## Dossiers d’exploitation.

Le titulaire réalisera, dans les six premiers mois de son marché, la rédaction et la mise en forme des dossiers d’exploitation des installations dont il a la charge.

Les dossiers d’exploitation devront être constitués des informations nécessaires aux équipes de supervision (BnF) et de maintenance (titulaire) pour conduire et maintenir les installations du présent marché.

En cas de renouvellement de marché, ces dossiers seront mis à jour, à minima selon une fréquence annuelle, dans les 30 jours suivant la date de renouvellement.

Ces dossiers devront être constitués de :

* La description des installations et le fonctionnement général,
* Les schémas représentant la distribution et l’emplacement des organes principaux,
* La notice de commande des onduleurs,
* La liste des alimentations principales ondulées et leur position géographique,
* Les grandeurs physiques à surveiller.
* Les fiches pour les équipements spécifiques indiquant le fonctionnement et la maintenance.
* Etc.

## Registre de maintenance.

Le titulaire devra tenir un registre de maintenance par site. Ce registre complète les éléments inscrits en GMAO.

Sa composition exacte et son utilisation seront définies au démarrage du marché par le responsable de l’exploitation.

Ce registre doit être consultable par le responsable d'exploitation ou ses représentants à tout moment.

A titre indicatif, un tel registre comprendra les éléments suivants, qui devront être introduits et tenus à jour dans la GMAO du site :

* Registre du personnel.
* Classeur Programme, Gamme et Planning de maintenance.
* Classeur de gestion des stocks et matériels.
* Classeur des constats d'anomalies.
* Fichier historique des installations.

Après notification du présent marché, le titulaire aura un mois pour constituer les registres de maintenance, ensuite il devra être tenu à jour après chaque intervention.

Chacun de ces éléments est décrit ci-dessous.

### Registre du personnel.

Ce registre comprendra la liste de tous les intervenants du titulaire sur les sites de la Bibliothèque nationale de France en précisant, le nom, prénom, qualification, type d'intervention susceptible d'être réalisée.

Il devra également permettre la consultation/mise à disposition du planning de présence/astreinte de ces mêmes intervenants.

### Classeurs programmes, gammes, et plannings annuels de maintenance.

Ces classeurs comprendront les éléments suivants mis à jour semestriellement conformément aux dispositions du présent CCTP :

* Programme de maintenance.
* Gamme de maintenance.
* Planning annuel de maintenance.

### Registre des constats d'anomalies.

Le titulaire est tenu de porter à la connaissance du correspondant technique pour chaque site toute anomalie qu'il aurait observée sur les installations dont il a la charge.

Il est également tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Le registre comprendra l’ensemble des fiches d'anomalies, telles que définies ci-après, ainsi qu’une synthèse de celles-ci qui devra être systématiquement annexée aux rapports périodiques.

Ces constats sont renseignés par le titulaire, qui établit pour chacun une fiche sur laquelle sont mentionnés :

* La date et l'heure de l'observation de l'anomalie, ou de l'appel de l'usager.
* Le nom et prénom de la personne qui a observé l'anomalie.
* Le nom et la qualité de la personne qui rédige le constat d'anomalie.
* Le type d'anomalie constatée.
* L'équipement qui est en cause.
* Les actions entreprises par le titulaire si elles relèvent du présent marché (en indiquant le nom de l'intervenant, le type d'intervention effectué, la date et l'heure de la fin d'anomalie).
* La ou les actions qu'il convient de réaliser pour remédier à l'anomalie observée si elles ne relèvent pas du présent marché.
* Les conséquences que pourrait entraîner l'anomalie à court terme et à long terme si aucune action n'était prise pour y remédier (dans le cas d'une anomalie ne relevant pas de la responsabilité du titulaire).

Cette fiche sera éventuellement complétée d'un rapport circonstancié.

Ce constat d'anomalie doit donc aboutir à une action de maintenance (correctif ou mise en sécurité) et/ou de travaux qui sera prise en compte et réalisée suivant les processus précédemment définis.

## Mise à jour des plans et schémas.

L’Etablissement dispose d’une gestion électronique des documents (GED) comprenant les plans, et les schémas, sous forme informatisée AUTOCAD.

Le titulaire est tenu d’utiliser cet outil informatique pour effectuer la consultation des plans. Les mises à jour sont nécessairement réalisées sur site. Le dessinateur du titulaire reçoit l’assistance des agents de la Cellule CAO/DAO de la BnF en ce qui concerne l’emploi des chartes graphiques et l’usage de l’armoire à plan.

Les saisies d’informations sont validées par l’administrateur BnF de la GED, et sont réalisées dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la fin des opérations de maintenance préventive ou corrective.

## Remise des documents en fin de marché.

En cas de résiliation ou de non-reconduction du marché, les dossiers de maintenance restent la propriété de l’établissement.

Il ne pourra, sans autorisation expresse du représentant de l'Établissement, prélever de document dans le dossier de maintenance.

## Rapports.

### Rapport d'activité / Tableaux de bord.

Le titulaire fournira, au correspondant technique un rapport, par site, mentionnant de manière synthétique et explicite pour l’année écoulé :

* Les interventions (classement par domaine, lieu, type d'intervention, etc.).
* Les constats d'anomalies.
* Les faits marquants.
* La synthèse du traitement des contrôles techniques réglementaires.

La fourniture de ce rapport relève de l’obligation de résultat. Celui-ci sera analysé lors de la réunion de suivi de marché décrite à l’article 5.2.2 du CCAP. Toutefois, ce rapport ne sera requis que dans les cas suivants : si plusieurs interventions ont eu lieu durant le trimestre, si des remarques ont été formulées par le bureau de contrôle, ou encore si des anomalies significatives ont été constatées lors des interventions. Il pourra également être demandé si des ajustements ou des actions correctives ont été nécessaires en raison de problèmes techniques identifiés pendant le trimestre.

### Rapport d’activité annuel / Bilan

Le titulaire établira chaque année un bilan, qui a pour objet de spécifier l'état de santé et de fonctionnement des installations.

Il comportera :

* A minima, les mêmes éléments que pour le rapport mensuel,
* L’état des lieux mis à jour des installations objet du présent marché.
* Les suggestions éventuelles en vue d'améliorer le déroulement du présent marché.

Sauf indication contraire de l'établissement, ce rapport sera établi à chaque date anniversaire du marché et concernera la période d’exécution précédente.

## Traçabilité des prestations de maintenance.

Toutes les interventions du titulaire (préventives et correctives) doivent faire l'objet d'un compte rendu, sur lequel seront précisés :

* Le libellé de l’intervention.
* Le type d’intervention.
* Le nom de l’intervenant,
* Les dates et heures d’interventions.
* L'équipement concerné, et si possible, la localisation géographique.
* Le détail des prestations réalisées,

Et s'il y a lieu :

* Les mesures ou comptages effectués.
* Les fournitures ou pièces de rechange utilisées.
* Les annotations particulières de l'intervenant.

L’OT doit être renseigné par le titulaire, pour les informations qui le concernent, dans les deux jours suivant l’intervention.

### Maintenance préventive

#### Planning général marché (annuel).

Les prestations de maintenance, quelques soit leur fréquence, permet au titulaire d'établir un planning annuel qu’il est chargé d’appliquer.

La planification automatique mise en place dans le logiciel de GMAO sera complétée ou modifiée si nécessaire, avec la participation active du titulaire. Certaines interventions pourront être décalées dans le temps afin d'optimiser la disponibilité des équipements et la charge du personnel d'exécution.

Le titulaire devra affermir sa proposition de planning annuel dans le mois suivant la notification de son marché et, en cas de renouvellement du marché, dans un délai de 15 jours à compter de la date de renouvellement.

Le responsable pour l'exploitation prononcera l'approbation définitive de ce planning dans un délai de 15 jours, après vérification de sa compatibilité avec le fonctionnement de la BnF et le planning des autres corps d'état.

#### Préparation/Lancement.

En cas de prestation engendrant des interruptions de service, le titulaire fournira les données nécessaires au responsable de l’exploitation afin qu’il puisse établir les éléments de communication propres à la BnF.

La fourniture des données devra s’effectuer, pour toutes interventions programmées, 3 jours ouvrés avant la réalisation de l’intervention.

### Maintenance corrective

A l'issue du correctif / de chaque intervention, le titulaire atteste que les opérations planifiées ont été réalisée et il mentionne sur le compte rendu de la visite effectuée :

* Les pièces remplacées avec leurs coûts.
* La date d’intervention, le nom des intervenants et le temps passé.
* Le relevé des compteurs et les mesures si nécessaire.
* Les opérations effectuées de sa propre initiative si nécessaire.

Dans le cas où une anomalie serait constatée pendant le programme de maintenance préventive, si le correctif ne peut être effectué en simultané, le titulaire devra planifier l'intervention, en accord avec le responsable de l'exploitation, dans un délai de 2 jours suivant la détection.

# Organisation du prestataire

## Organisation et qualification des intervenants

Le titulaire devra respecter l’organisation qu’il a prévu pour ses équipes ainsi que le maintien des compétences de ses agents suivant la description de son mémoire technique. Le titulaire devra pouvoir justifier par ailleurs auprès de la BnF, que tous ses intervenants ont reçu une formation adéquate en vue d'assurer la maintenance des installations (Habilitation, agrément, CACES, etc.).

Le titulaire pourrait être amené à adapter son organisation pendant l’exécution du marché, sur demande du responsable de l’exploitation.

Le titulaire établira, dans un délai d’un mois après la prise en charge du site, un plan assurance qualité particulier, avec prise en compte des procédures BnF et de l’organisation des équipes en place. Elle définira des critères qualité permettant un suivi de la maintenance préventive et corrective.

# Moyens d’intervention.

## Outillages et matériels.

Le titulaire aura à sa charge :

* Tout l'outillage et appareils de mesure nécessaires à ses prestations.
* Les engins de manutention et de levage courants, outillages légers ou lourds nécessaires à la réalisation de son marché.
* Les appareils ou engins particulier pour les interventions en grande hauteur (échafaudage, nacelle, etc.…).

La BnF ne prête aucun appareil.

Le personnel utilisant du matériel spécifique devra être habilité à la conduite ou à l’usage de ce matériel (Voir plan général de prévention).

## Sujétions pour manutention et démontage d'organes.

Le titulaire fait son affaire, avec ses propres moyens, de toute manutention d'organe ou d'équipement à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement, en prenant soin de ne pas apporter de gêne au bon fonctionnement de l’établissement.

Le titulaire prend en compte, dans le cadre de son marché, la dépose et la repose de tout organe nécessaire pour accéder à l’objet de sa prestation.

#### Gestion technique centralisée (GTC)

L'installation de gestion technique centralisée utilise le logiciel Cimplicity de l’éditeur Général Electric.

Le système de GTC comporte des terminaux de supervision. Le titulaire pourra utiliser les postes de travail situés au PC ERP ou dans les bureaux de la division de la maintenance immobilière.

#### GTC sur les sites de BFM.

Le titulaire aura la possibilité de faire usage, au besoin, d’un poste de supervision de Gestion Technique Centralisée (GTC), fourni par la BnF

Cette installation a pour but de contrôler en permanence les installations et d'identifier les dysfonctionnements. Elle comporte également une imprimante (les consommables sont à fournir par le titulaire du marché).

Le titulaire devra à chacune de ses interventions prendre en compte et acquitter les alarmes issues de la GTC en lien avec les équipements sous sa responsabilité.

# Glossaire

Tous les termes utilisés dans le présent CCTP, et ses annexes, font référence aux normes et règlements en vigueur.

| Abréviation | Libellé |
| --- | --- |
| BnF | Bibliothèque nationale de France |
| BSPP | Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris |
| DI | Demande d’Intervention |
| DMT | Département des Moyens Techniques |
| DMI | Division de la Maintenance Immobilière |
| DTU | Documents Techniques Unifiés |
| DOE | Dossier d’Ouvrages Exécutés |
| ERP | Etablissement recevant du Public |
| GMAO | Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur |
| GTC | Gestion Technique Centralisée |
| HSE | Hygiène Sécurité Environnement (Service) |
| ICPE | Installation Classée Pour l’Environnement |
| IGH | Immeuble de Grande hauteur |
| NF | Norme Française |
| OT | Ordre de Travail |
| PCSI | Poste de Contrôle Sécurité Incendie |
| TAD | Transport Automatique de documents |